



Gouvernement
du Canada

Projet de recherche
sur les politiques

Government
of Canada

Policy Research
Initiative

L'émergence des régions transfrontalières entre le Canada et les États-Unis

Rapport de synthèse des tables
rondes

Mai 2006

Série de tables rondes :
Montréal, Winnipeg,
Vancouver, Waterloo,
Sackville et Ottawa

Projet du PRP
Liens nord-américains

Canada

L'émergence des régions transfrontalières entre le Canada et les États-Unis

Rapport de synthèse des tables rondes

Série de tables rondes :
*Montréal, Winnipeg, Vancouver,
Waterloo, Sackville et Ottawa*

Mai 2006

Projet du PRP
Liens nord-américains

À propos du présent rapport

Le PRP contribue à la planification à moyen terme des politiques du gouvernement du Canada en dirigeant des projets de recherche multidisciplinaires et en canalisant le savoir et l'expertise du gouvernement fédéral, des universités et des organismes de recherche. Mentionnons toutefois que les conclusions et les propositions contenues dans ses rapports ne reflètent pas toujours les opinions du gouvernement du Canada ou des ministères et organismes participants.

Table des matières

Introduction.....	1
Constats des recherches.....	1
Principales caractéristiques des régions transfrontalières	5
Possibilités et défis communs.....	6
Les grands défis	10
Considérations liées aux politiques publiques.....	13
Prochaines étapes.....	19
Notes	20
Annexe I – Recherches additionnelles suggérées	21
Annexe II – Programme des tables rondes régionales.....	23
Annexe III – Participants	24

Remerciements

Le Projet de recherche sur les politiques (PRP) tient à remercier les organisations participantes et les organisateurs des tables rondes régionales pour leur aide, leur enthousiasme et pour avoir fait de celles-ci un véritable succès.

Nous voulons remercier tout spécialement nos partenaires financiers : l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec (DECQ), Diversification de l'économie de l'Ouest Canada (DEO), l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA), le Groupe interparlementaire Canada-États-Unis du Parlement du Canada (GICEU) et le Centre for International Governance Innovation (CIGI).

Nous tenons également à exprimer notre profonde gratitude à ceux et celles qui ont joué un rôle de premier plan dans la tenue de ces tables rondes, en particulier Johanne Béchar, vice-présidente de DECQ, Brant Popp, directeur général de DEO, David Slade, directeur général de l'APECA, l'honorable Jerahmiel Grafstein, sénateur et coprésident du GICEU, John English, directeur exécutif du CIGI, Albert Juneau, consultant auprès de la Fédération des chambres de commerce du Québec, Barry Brickman, consultant auprès de DEO, Daniel Schwanen, chef de la direction et directeur de la recherche au CIGI, Richard Cormier, analyste principal à l'APECA, Jim Phillips, président et dirigeant principal du Canadian/American Border Trade Alliance, et Serge Pelletier, secrétaire exécutif du Groupe interparlementaire Canada-États-Unis.

Nombre d'autres personnes y ont également consacré de leur temps, de leur énergie et y ont apporté leurs idées. Nous voulons remercier en particulier Debora Van Nijnatten, professeure agrégée à l'Université Wilfrid-Laurier, Emmanuel Brunet-Jailly, professeur adjoint à l'Université de Victoria, Susan E. Clarke, directrice du Center to Advance Research and Teaching in the Social Sciences de l'Université du Colorado à Boulder, Doug Robertson, directeur de l'APECA, Jules Léger, analyste principal à DECQ, Brent DePape, analyste principal des politiques à DEO, ainsi que Thorsten Duebel, analyste principal des politiques à DEO.

Nous tenons aussi, et surtout, à remercier les conférenciers et les participants pour leurs observations et leurs recommandations fort utiles.

Acronymes

APECA	Agence de promotion économique du Canada atlantique
AINER	<i>Atlantica</i> : The International Northeast Economic Region
DECQ	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec
CIGI	Centre for International Governance Innovation
GICEU	Groupe interparlementaire Canada–États-Unis
FCCQ	Fédération des chambres de commerce du Québec
ALE	Accord de libre-échange
EIPF	Équipe intégrée de la police des frontières
ALENA	Accord de libre-échange nord-américain
GNA/PMEC	[Conférence des] gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada
PNWER	Pacific NorthWest Economic Region
PRP	Projet de recherche sur les politiques
PSP	Partenariat pour la sécurité et la prospérité
DEO	Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

Introduction

Le Projet de recherche sur les politiques mène actuellement un projet de recherche sur l'émergence des régions transfrontalières entre le Canada et les États-Unis.

À ce jour, plusieurs travaux de recherche ont été intégrés dans un document intitulé : *L'émergence des régions transfrontalières : Rapport provisoire*. De plus, le PRP a procédé à une *Enquête auprès des leaders sur les régions transfrontalières entre le Canada et les États-Unis : Analyse* et mené de nombreuses entrevues exécutives auprès des leaders pour examiner les défis, les possibilités et l'incidence sur les politiques publiques des régions transfrontalières. Les constats de ces recherches ont été présentés et ont fait l'objet de discussions lors de tables rondes qui se sont tenues à Montréal, Winnipeg, Vancouver, Waterloo, Sackville et Ottawa entre novembre 2005 et mars 2006. Près de 200 spécialistes canadiens et américains provenant d'associations professionnelles, d'organismes régionaux transfrontaliers, de groupes de réflexion sur les politiques publiques, d'établissements de recherche, ainsi que de tous les échelons de gouvernement ont participé aux tables rondes.

Chaque table ronde, d'une durée d'une journée, était divisée en trois séances. Au cours de la première, on présentait les résultats du *Rapport provisoire*, de l'*Enquête auprès des leaders* et des entrevues exécutives, et on en discutait. Au cours de la deuxième, on examinait divers projets locaux, ententes et initiatives régionales, de même que les enseignements de ces collaborations, dans le but de mieux comprendre le fonctionnement des régions transfrontalières. Finalement, au cours de la troisième, on discutait des considérations et de l'incidence stratégiques que pouvait avoir la présence des régions transfrontalières pour le gouvernement du Canada¹.

Les tables rondes ont donné lieu, dans l'ensemble, à des discussions animées, et même si de nombreux points de vue différents ont été présentés, un large consensus s'est dégagé sur des thèmes particuliers.

« *Les recherches et les délibérations des tables rondes prouvent une fois de plus que les régions transfrontalières sont un aspect important du processus d'intégration nord-américaine.* »

Jean-Pierre Voyer, directeur exécutif,
Projet de recherche sur les politiques

Constats des recherches

Toutes les tables rondes ont débuté par des présentations du PRP sur les forces dynamiques qui sont à l'œuvre dans les régions transfrontalières entre le Canada et les États-Unis. Les présentations s'appuyaient principalement sur deux sources d'information. On a d'abord présenté les principales conclusions contenues dans le Rapport provisoire du PRP (voir tableau 1 pour un résumé des faits saillants).

Bien que les relations transfrontalières puissent prendre différentes formes dans les régions du pays, elles sont néanmoins imbriquées dans le tissu des relations entre le Canada et les États-Unis – une masse critique de liens transfrontaliers existent dans toutes les régions frontalières du Canada. Quatre grandes régions ont été recensées : l'Ouest, les Prairies et les Grandes Plaines, les Grands-Lacs et le Centre, et l'Est; cette dernière peut à son tour être subdivisée en deux sous-régions qui se chevauchent, la région du Québec et le Nord de la Nouvelle-Angleterre et la région de l'Atlantique et de la Nouvelle-Angleterre. À l'autre bout du pays, l'Alberta et le Montana ont des éléments communs avec la région de l'Ouest et la région des Prairies et des Grandes Plaines; ils sont donc inclus dans chacune, bien qu'ils pourraient en fait être considérés comme une sous-région que l'on pourrait appeler montagnes Rocheuses.

Tableau 1 – Émergence des régions transfrontalières : Rapport provisoire

- Les accords commerciaux canado-américains ont marqué le début d'une ère nouvelle quant au mode d'interaction entre les deux pays. Les relations régionales transfrontalières ont joué un rôle prépondérant dans le processus d'intégration nord-américaine.
 - Un objectif clé du projet visait à établir l'importance, l'ampleur et la nature de ces relations régionales transfrontalières. Aux fins de la recherche, une région transfrontalière se définit comme étant un groupe de provinces et d'États qui chevauchent la frontière et qui affichent un certain niveau de liens économiques et organisationnels, ainsi que des similarités socioculturelles.
1. *L'économie*
- On a constaté que les activités économiques entre le Canada et les États-Unis sont plus intenses et plus imbriquées dans les régions frontalières.
 - Par exemple, le flux des échanges commerciaux est souvent plus intense entre les provinces et les États voisins situés à proximité. Les structures économiques de base sont également plus similaires, et la performance économique plus interdépendante.
 - Les activités et les grappes industrielles clés chevauchent souvent la frontière.
2. *Organisations régionales transfrontalières*
- Il existe un nombre considérable d'organisations régionales transfrontalières le long de la frontière : des organisations intergouvernementales générales et à but unique, des associations professionnelles, ainsi que des organisations civiles et interurbaines.
 - Les organisations régionales transfrontalières interviennent habituellement dans des secteurs de compétence exclusivement provinciale ou partagée, et sont souvent des facilitateurs. Elles jouent un rôle clé dans la gestion régionale des relations canado-américaines.
3. *Valeurs socioculturelles*
- Des valeurs, croyances et idéologies semblables favorisent le sentiment d'appartenance à une région transfrontalière.
 - Les valeurs socioculturelles sont souvent plus semblables à l'intérieur des régions transfrontalières qu'à l'intérieur des nations.

4. Conclusions clés

- Les liens transfrontaliers peuvent varier selon la dimension analysée, mais demeurent néanmoins importants dans toutes les régions.
- Quelques groupes distincts de provinces et d'États semblent exister le long de la frontière : l'Ouest, les Prairies et les Grandes Plaines, les Grands-Lacs et le Centre et l'Est. On pourrait faire valoir que l'Alberta et le Montana font tous deux partie des régions de l'Ouest et des Prairies/Grandes Plaines; ils pourraient être considérés comme une sous-région séparée (montagnes Rocheuses). La région de l'Est peut également être subdivisée en deux sous-régions se chevauchant : la région du Québec et du Nord de la Nouvelle-Angleterre, et la région de l'Atlantique et de la Nouvelle-Angleterre.
- L'existence des régions transfrontalières oblige à repenser les politiques et l'élaboration des politiques afin de trouver une façon d'y intégrer une lentille régionale et de tenir compte du niveau plus élevé de coopération et de coordination qui existe entre le Canada et les États-Unis dans ces régions. Les avantages potentiels sont nombreux – on pourrait mieux gérer par exemple les questions régionales et binationales. Les organisations régionales transfrontalières sont à cet égard un mécanisme utile pour accroître de manière proactive la participation des intervenants régionaux dans les dossiers qui intéressent le Canada et les États-Unis.

On a ensuite, à partir de l'*Enquête auprès des leaders sur les régions transfrontalières entre le Canada et les États-Unis* et des entrevues exécutives, examiner plus en profondeur les liens transfrontaliers recensés dans le *Rapport provisoire* du PRP, et la nature des relations régionales transfrontalières, notamment du point de vue des possibilités et des défis qu'elles présentent pour le Canada. L'enquête a été menée en partenariat avec EKOS Research. Le tableau 2 présente un résumé des principaux constats de l'enquête et des entrevues exécutives.

Même si la plupart des participants aux tables rondes considéraient que les travaux du PRP constituaient un grand pas en avant, nombreux sont ceux qui ont mentionné que d'autres analyses et recherches s'imposaient et ont fait des suggestions à cet égard. Les commentaires ont porté principalement sur divers thèmes que le PRP se propose d'approfondir : le processus industriel des chaînes d'approvisionnement, le rôle des corridors de commerce dans les régions transfrontalières, l'« effet frontière » entre les régions transfrontalières, les activités du gouvernement fédéral dans les régions transfrontalières, et les enseignements tirés des régions transfrontalières en Europe et à la frontière États-Unis-Mexique. Pour de plus amples informations sur les sujets de recherche proposés, voir l'annexe 1.

Les leaders dans les régions transfrontalières ont en outre discuté des facteurs qui favorisent la mise en place d'initiatives transfrontalières profitables.

- Les initiatives doivent déboucher sur des avantages tangibles permanents et des réussites évidentes tôt après le début de leur mise en œuvre.
- Il est plus facile de garantir des résultats tangibles permanents si les initiatives reçoivent un soutien politique non partisan et donnent lieu à

des interactions fréquentes et continues entre les secteurs public et privé.

- Les rencontres face à face régulières permettent de bâtir la confiance et des relations à long terme, ce qui assure en retour la viabilité des projets.
- Des liens solides entre les secteurs public et privé permettent de s'assurer que les intervenants de première ligne qui sont responsables des initiatives pourront compter sur un soutien suffisant et en temps opportun.
- Plusieurs participants ont souligné que le secteur privé a un rôle clé à jouer dans la promotion des initiatives transfrontalières.

« Je vais veiller à ce que les régions transfrontalières soient sur l'écran-radar du gouvernement fédéral ... »

Hon. Bill Casey, Cumberland Colchester
Musquodoboit Valley, conférencier principal (Sackville)

Tableau 2 – Enquête auprès des leaders sur les régions transfrontalières entre le Canada et les États-Unis et entrevues exécutives auprès des leaders

C'était la première fois qu'une enquête et des entrevues d'une telle ampleur étaient menées sur les régions transfrontalières entre le Canada et les États-Unis. Plus de 110 leaders provenant de diverses organisations, des secteurs tant public que privé et de toutes les grandes régions transfrontalières ont répondu à cette enquête par la poste. Les résultats fournissent des informations inédites sur tous les types d'intervenants concernés et permettent de mieux comprendre la nature et la portée des liens transfrontaliers.

- Les résultats ont révélé que les intervenants régionaux ont souvent des caractéristiques communes. Ainsi, ils ont souvent plus de choses en commun avec les intervenants au sein de leur région transfrontalière (relations nord-sud) qu'avec les intervenants des autres régions (relations est-ouest).
- Les résultats laissent présager également que dans un avenir prévisible les réseaux et liens régionaux, notamment dans les secteurs de l'infrastructure, de l'énergie et de l'économie, continueront de croître.

Les résultats nous permettent de mieux comprendre les défis et les possibilités que présentent les régions transfrontalières pour le gouvernement du Canada.

- Les possibilités sont nettement plus nombreuses que les défis – les répondants au sondage et les experts interviewés ont signalé plusieurs avantages manifestes pour le Canada, notamment la formation de réseaux solides pour les discussions binationales et la résolution des problèmes régionaux transfrontaliers, l'accroissement de l'influence dans les capitales nationales, et la capacité de pouvoir régler les problèmes régionaux transfrontaliers de manière pragmatique.
- Les répondants ont reconnu que les gouvernements des États et des provinces jouent un rôle important dans les relations régionales transfrontalières, et que le gouvernement du Canada joue également un rôle important pour éliminer de nombreux obstacles à la coopération.

- Les répondants ont laissé entendre que le gouvernement du Canada peut favoriser un accroissement des avantages tirés des relations régionales transfrontalières en fournissant notamment un meilleur soutien et de meilleures informations aux intervenants régionaux. Les organisations régionales transfrontalières fournissent à leur tour des services très utiles aux provinces et aux États constituant les régions transfrontalières, et ces services servent de complément à ceux offerts par le gouvernement du Canada. Ce dernier devrait donc appuyer et encourager le travail des organisations régionales transfrontalières.

Principales caractéristiques des régions transfrontalières

Lors de la tenue des tables rondes, de nombreux exemples ont permis de constater que les relations transfrontalières dans les différentes régions peuvent être à la fois uniques et avoir de nombreux points communs. Les relations régionales transfrontalières sont importantes et omniprésentes tout le long de la frontière; leur nature et leur forme diffèrent simplement d'une région à l'autre.

On trouvera au tableau 3 un résumé des liens économiques, institutionnels et socioculturels uniques qui caractérisent chacune des grandes régions transfrontalières.

Tableau 3 – Caractéristiques des régions transfrontalières

Ouest

- Sentiment d'être éloigné des gouvernements du Canada et des États-Unis;
- Institutions transfrontalières solides et secteur privé mobilisé;
- Questions environnementales importantes;
- Approches innovatrices (p. ex., la PNWER a piloté des projets dans le domaine de la sécurité comme l'EIPF et NEXUS Plus qui ont par la suite été mis en œuvre partout le long de la frontière);
- Fort sentiment d'appartenance régionale (p. ex., les sondages révèlent que les habitants de la région du Nord-Ouest du Pacifique ont plus en commun les uns avec les autres qu'avec le reste des habitants de leur pays).

Prairies et Grandes Plaines

- Couvre une grande étendue géographique physiquement éloignée des principaux marchés nord-américains;
- Les provinces et les États, ainsi que leurs secteurs privés et les autres intervenants, ont tendance à avoir recours à des formes de collaboration qui misent grandement sur l'auto-développement;
- Les activités de collaboration et de coopération reposent sur des engagements permanents, informels, pragmatiques et souvent peu coûteux qui mettent à contribution des hauts dirigeants du secteur privé et du gouvernement dans la région;
- Les relations s'appuient sur une prise de conscience grandissante de leurs intérêts communs et la croyance que l'avenir peut être positif et mutuellement avantageux si les partenaires transfrontaliers collaborent entre eux;
- On met l'accent surtout sur les corridors de commerce et le transport.

Grands-Lacs et Centre

- Les liens économiques sont à maturité;
- Absence d'organisations transfrontalières qui se feraient les porte-paroles des intervenants régionaux;
- On mise beaucoup sur les organisations spécialisées (p. ex., la Great Lakes Commission);
- Concurrence sur les marchés interrégionaux (p.ex., dans le secteur manufacturier);

- Les défis communs exigent une coopération plus étroite (p. ex., problèmes environnementaux, le crime, la contrebande, les problèmes de santé et les pandémies);
- Absence de sentiment d'appartenance régionale, mais fort sentiment d'appartenance à la communauté nord-américaine.

Est

Québec et Nord de la Nouvelle-Angleterre

- Liens économiques matures (p. ex., le transport) et émergents (p. ex., la nanotechnologie);
- Importance du corridor Québec–New York qui se développe dans une région binationale;
- On met l'accent sur les liens bilatéraux (p. ex., protocole d'entente);
- Réseaux multiniveaux et multiorganisationnels;
- Sentiment d'appartenance régionale peu développé.

Atlantique et Nouvelle-Angleterre

- Principal objectif : assurer la prospérité économique;
- Importance de l'histoire et de la géographie;
- Participation active des intervenants, s'appuyant sur divers réseaux publics et privés;
- Besoins importants en infrastructure;
- Relations personnelles importantes;
- Fort sentiment d'appartenance régionale.

Possibilités et défis communs

Les participants aux différentes tables rondes s'entendaient dans l'ensemble sur les principaux avantages que représentent les relations régionales transfrontalières et les principaux défis liés à leur développement.

Avantages tangibles

- *Mise en place de réseaux efficaces*

En tête de liste des avantages se trouve la myriade de réseaux fonctionnels et pratiques qui se sont créés entre les administrations sous-nationales, les groupes d'affaires et les organismes non gouvernementaux le long du 49^e parallèle, en particulier depuis l'entrée en vigueur de l'ALE et l'ALENA. Chaque région possède toutefois une combinaison de structures informelles et institutionnelles qui lui est propre et qui reflète souvent les intérêts, les préoccupations et les capacités de leurs intervenants régionaux transfrontaliers.

- Dans l'Ouest, les réseaux officiels sont plus nombreux en raison du cadre institutionnel offert par la PNWER. On demande ainsi aux gouvernements des provinces et des États de déléguer des représentants pour participer aux groupes de travail coprésidés par des membres des secteurs public et privé qui examinent une

[traduction] « ...les régions transfrontalières sont des réseaux de réseaux... »

Susan E. Clarke,
Université du Colorado à Boulder

vaste gamme de projets transfrontaliers. Mentionnons ici quelques exemples récents : l'initiative binationale de planification de l'énergie, les Jeux olympiques d'hiver 2010 et divers projets dans le domaine de la sécurité.

- Dans les Prairies et les Grandes Plaines, les réseaux sont le plus souvent informels et liés à un projet particulier, mais ils sont néanmoins très fonctionnels et pragmatiques. Le niveau de participation « adéquat » dépend du projet, et les intervenants des deux côtés de la frontière peuvent établir des contacts personnels directs, ou par l'entremise d'une organisation transfrontalière, pour assurer le succès du projet. Les réseaux reposent souvent sur des engagements rentables et peu coûteux qui ne nécessitent pas la présence d'une structure institutionnelle régionale comme la PNWER. Les provinces et les États peuvent travailler ensemble pour accroître leur influence dans des projets d'intérêts communs. Greg Dandewich, directeur du développement économique à Destination Winnipeg, a souligné que la présence de réseaux informels solides est nécessaire pour assurer le succès des relations transfrontalières et que l'absence de structure institutionnelle régionale ne veut pas dire qu'il y a absence de réseaux informels efficaces.
- Dans la région des Grands-Lacs et du Centre, les liens transfrontaliers se résument souvent à des relations bilatérales entre des acteurs politiques. Des rencontres multilatérales se tiennent également avec les gouverneurs américains au sein du Council of Great Lakes Governors, de la Midwestern Legislative Conference et du Council of State Governments.
- Dans la sous-région *Québec-Nord de la Nouvelle-Angleterre* de la région de l'Est, les réseaux comprennent des organisations provenant de différents milieux et de divers paliers gouvernementaux sont qualifiés de multiniveaux et multiorganisationnels. Le Border Crossing Committee, composé de représentants des associations de camionneurs, de l'Agence des services frontaliers du Canada, du service américain des douanes et de la protection de la frontière, des exportateurs, des courtiers, des sociétés de développement économique et de la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ), en est un bon exemple².
- Dans la sous-région *Atlantique-Nouvelle-Angleterre* de la région de l'Est, la collaboration transfrontalière repose tant sur de solides réseaux informels basés sur les relations interpersonnelles que sur des organisations publiques et privées [p. ex., la Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada (GNA/PMEC), et *Atlantica : The International Northeast Economic Region (AINER)*].

[traduction] «... les réseaux sous-nationaux sont un élément clé des relations Canada–États-Unis dans le domaine de l'environnement. »

Debora Van Nijnatten,
Université Wilfrid-Laurier

- *Trouver des solutions stratégiques pragmatiques à des problèmes concrets*

Les discussions aux tables rondes ont révélé qu'un des points forts des relations Canada–États-Unis se situe au niveau sous-national, puisque la participation des organisations régionales transfrontalières est souvent indispensable au règlement de nombreux problèmes binationaux.

- Divers participants ont soutenu que les organisations régionales transfrontalières sont efficaces pour coordonner les dossiers régionaux ayant des ramifications au-delà des frontières (p. ex., la gestion des situations d'urgence, la préparation à une pandémie de grippe, la technologie de localisation des animaux, etc.).

[traduction] « Les régions transfrontalières créent un mécanisme qui permet de régler les problèmes de manière pragmatique et réaliste. »

Todd Schwartz, consul des États-Unis à Winnipeg

- Dans la région de l'Ouest, les organisations régionales transfrontalières associées à la PNWER ont permis de détecter de manière précoce les points de friction dans le conflit de la rivière Milk entre l'Alberta et le Montana et de trouver une solution³.
 - Le gouvernement du Manitoba et le gouvernement de l'État du Minnesota ont fait front commun pour défendre leurs intérêts et s'opposer au controversé projet de décharge de Devils Lake du Dakota du Nord.
- *Promouvoir la compétitivité régionale transfrontalière*

La mondialisation a des répercussions dans toutes les régions géographiques et dans tous les secteurs industriels tant du Canada que des États-Unis. Afin de mieux relever les défis, les intervenants dans les provinces et les États prennent conscience que les activités de collaboration transfrontalières sont de plus en plus importantes pour assurer leur avenir ainsi que la prospérité de leur province ou État. Comme les activités économiques et industrielles transcendent de plus en plus les frontières régionales, il devient ainsi plus important de coopérer, de se coordonner et de collaborer pour mettre en place des économies régionales transfrontalières solides et productives. Robert Noble, consul général adjoint du Canada à New York et ancien délégué commercial, est d'avis par exemple que les façons d'aborder le marché dans plusieurs secteurs industriels au sein des régions transfrontalières ne sont souvent pas assez cohérentes. Selon lui, le fait d'adopter une approche plus cohérente dans des secteurs économiques précis pourrait être un gage de compétitivité sur les marchés tiers. L'honorable Jerahmiel Grafstein, sénateur et coprésident du Groupe interparlementaire Canada–États-Unis, est même allé plus loin en postulant que les régions transfrontalières représentent un nouveau modèle économique qui permet de mieux relever les défis d'un marché global concurrentiel.

- *Accroître l'efficacité et l'influence des lobbys*

Comme l'a mentionné Allan Gotlieb, ex-ambassadeur du Canada aux États-Unis, « un bon allié aux États-Unis vaut cent protestations écrites adressées au département d'État »⁴. De nombreux participants aux tables rondes appuyaient l'idée d'avoir recours aux organisations et aux forums régionaux transfrontaliers pour repérer les groupes d'intérêts américains ayant des vues procanadiennes.

D'autres participants croyaient qu'il était très important que les provinces ne consacrent pas toutes leurs ressources aux réunions entre les

[traduction] « Nous effectuons un retour aux frontières naturelles qui existaient avant la Confédération. »

Brian Dick, vice-président, APECA

premiers ministres et les gouverneurs. François Lebrun, ex-délégué général du Québec, a ajouté que les meilleurs alliés du gouvernement du Canada aux États-Unis sont souvent les entreprises multinationales qui opèrent dans les deux pays.

[traduction] « Les organisations transfrontalières peuvent être des lobbys très utiles tant à Ottawa qu'à Washington. »

**Raymond Chrétien, ex-ambassadeur du Canada aux États-Unis et
membre du conseil d'administration du Comité des gouverneurs du corridor Québec - New York**

- *Faire connaître les préoccupations régionales dans les capitales nationales*

Les relations transfrontalières peuvent être un excellent moyen de faire avancer certains dossiers régionaux qui n'ont peut-être pas le même degré d'intérêt au niveau national. La lettre que le premier ministre Charest du Québec et le gouverneur Pataki de l'État de New York ont co-signé et fait parvenir au premier ministre Martin et au président Bush pour leur demander d'accroître les fonds destinés à l'infrastructure en est un bon exemple. Le gouvernement du Manitoba et celui du Dakota du Nord ont eux aussi présenté des mémoires à Washington pour exprimer leurs réserves à l'égard de l'Initiative relative aux voyages dans l'hémisphère occidental. Les coalitions binationales donnent aux préoccupations une plus grande portée, une plus grande visibilité et une plus grande légitimité.

- *Démocratiser davantage les relations Canada–États-Unis*

Les participants aux tables rondes se sont dits d'avis que les organisations régionales transfrontalières peuvent servir de forums au sein desquels les intervenants peuvent prendre part à un dialogue bidirectionnel significatif sur d'importantes questions intéressant le Canada et les États-Unis.

- Au sein de ces forums, les organisations régionales, les chambres de commerce et les autres intervenants ont une occasion qu'il n'aurait pas autrement de faire connaître leurs points de vue et de contribuer à l'élaboration des politiques binationales;

- Les intervenants peuvent de plus, au sein de ces forums, participer à des discussions plus franches et plus constructives que lorsqu'un organisme national est tenu de faire une déclaration de principe officielle.
- *Faire des forums régionaux une infrastructure virtuelle dans le cadre de l'ALENA*

L'ALENA est souvent considéré à tort comme une « fin », alors qu'il devrait être perçu plutôt comme un « processus » qui contribue à améliorer les interactions entre les partenaires nord-américains. Les organisations régionales transfrontalières comme la PNWER sont également des forums qui contribuent à bâtir et à élargir les relations entre le Canada et les États-Unis et qui permettent d'établir un dialogue sur les questions d'intérêt régional. Elles offrent en outre aux gouvernements régionaux sous-nationaux un mécanisme pour trouver des façons de coordonner leurs politiques et poursuivre des intérêts communs. Ainsi, de nombreux participants se sont dits d'avis que les organisations régionales transfrontalières pourraient fournir l'infrastructure virtuelle nécessaire pour coordonner les politiques intergouvernementales internationales sans que les gouvernements des deux côtés de la frontière n'aient à restructurer les organismes en place ou à en créer de nouveaux.

- *Appuyer les activités qui sont complémentaires aux initiatives fédérales*

C'est sans doute parce que les organisations régionales transfrontalières s'intéressent activement aux questions qui relèvent, en partie du moins, de la compétence des provinces et des États que les participants étaient d'avis que le rôle joué par les organisations régionales transfrontalières vient appuyer et compléter les initiatives prises par le gouvernement fédéral. De même, dans *l'Enquête auprès des leaders sur les régions transfrontalières entre le Canada et les États-Unis*, 84 % des répondants s'entendaient pour dire que les activités des organisations régionales transfrontalières venaient compléter les activités du gouvernement fédéral et non pas y faire concurrence.

Les grands défis

Nombre de participants ont soulevé la question des grands obstacles à la création d'autres liens régionaux transfrontaliers et on s'entendait pour dire que certains d'entre eux étaient d'une importance particulière.

- *Garder la frontière ouverte*

L'Initiative relative aux voyages dans l'hémisphère occidental, en vertu de laquelle les citoyens du Canada, du Mexique et des États-Unis devront présenter un passeport ou un autre document accepté qui prouve leur identité et leur nationalité afin de pouvoir entrer ou retourner aux États-Unis, était une des préoccupations qui revenaient le

[traduction] « L'Initiative relative aux voyages dans l'hémisphère occidental sera un désastre si elle est mal appliquée, mais pourrait profiter au commerce si elle est bien appliquée. »

Jim Phillips, président et dirigeant principal de la Canadian/American Border Trade Alliance

plus souvent. Jim Phillips, président et dirigeant principal de la Canadian/American Border Trade Alliance, a souligné à quel point il était important que l'initiative soit mise en application correctement, et d'une manière qui favorise en fait la libre circulation des biens partout en Amérique du Nord⁵. Selon Garry Douglas, directeur général de la chambre de commerce de Plattsburgh-North Country, le Canada devrait tendre vers le concept de périmètre commun, car autrement, les États-Unis risquent de se barricader encore davantage.

- *Mieux gérer la frontière*

Neal Belitski, vice-président et gestionnaire principal de la Detroit and Canada Tunnel Corporation, croit que les activités de transport et la planification des programmes doivent être plus intégrées à l'échelle régionale. Il faut entre autres mieux gérer la circulation en direction et en provenance de la frontière en tenant compte des multiples intervenants, notamment les postes frontaliers, les secteurs public et privé et la communauté.

«... des sociétés comme IBM et GE, dont les produits peuvent franchir plusieurs fois la frontière à divers stades de leur fabrication, risquent de décider de s'installer exclusivement aux États-Unis si la frontière devient trop difficile à traverser ».

Francois Lebrun, ex-délégué général du Québec à Boston

David Sprynczynatyk, du département du Transport du Dakota du Nord, et Allan Robison, président et chef de la direction de la Reimer Express Lines, ont également souligné l'importance d'avoir un réseau de transport efficace pour assurer la vitalité et la prospérité d'une région.

Les participants ont fait remarquer qu'une saine gestion de la frontière n'est pas seulement utile aux relations commerciales entre le Canada et les États-Unis, mais également aux relations commerciales internationales, notamment entre l'Ouest et la région de l'Asie-Pacifique. L'amélioration de l'infrastructure des transports et la mise en place de services frontaliers sûrs et efficaces sont indispensables pour assurer le succès de la Stratégie sur la porte d'entrée du Pacifique, annoncée par le gouvernement du Canada en octobre 2005 et confirmé dans le budget fédéral de mai 2006⁶.

- *Améliorer l'infrastructure des transports*

Il s'est dégagé clairement de toutes les tables rondes que l'infrastructure des transports entre le Canada et les États-Unis est un obstacle important aux relations régionales transfrontalières. Certains participants ont soutenu qu'il est indispensable d'améliorer l'infrastructure de tous les modes de transport terrestres et de tous les corridors pour assurer la santé des régions transfrontalières. On a mentionné à titre d'exemple que le service ferroviaire entre le Canada atlantique et la Nouvelle-Angleterre est très fragmenté et peu propice à l'établissement de nouveaux liens transfrontaliers. Michael Ircha, professeur de génie civil à l'Université du Nouveau-Brunswick, recommande que les gouvernements canadien et américain coordonnent mieux leurs analyses du

transport intermodal afin que les réseaux de transport en Amérique du Nord soient mieux planifiés. De nombreux conférenciers ont souligné que le Canada investit moins dans l'infrastructure frontalière que les États-Unis.

[traduction] « ... l'infrastructure du transport deviendra de plus en plus importante, car il s'agit d'un élément clé pour une économie de services et pour les secteurs manufacturiers qui misent sur une production en temps réelle. »

Robert Noble, consul général adjoint du Canada

- *Réduire au maximum les différences en matière de réglementation*

La réglementation est une autre grande source de préoccupation ayant fait surface dans la plupart des tables rondes. Timothy Woodcock, avocat chez Eaton Peabody, a mentionné que les politiques de réglementation divergentes entre le Canada et les États-Unis ont des répercussions importantes sur les mécanismes de livraison juste-à-temps entre les deux pays, car elles empêchent de tirer le maximum de la logistique (p. ex., la taille des chargements). Graham Starmer, président de la chambre de commerce du Manitoba, a proposé que l'on mette en place un mécanisme qui permettrait au Canada de faire connaître sa position et ses intérêts aux organismes de réglementation des États-Unis lorsque ceux-ci préparent de nouveaux règlements afin d'éviter les divergences inutiles entre les deux pays et les répercussions négatives non souhaitées sur le Canada.

- *Interdépendance croissante des enjeux et des compétences*

Les compétences se chevauchent de plus en plus horizontalement entre les secteurs, et verticalement entre les administrations fédérale, provinciale et locale. Mentionnons à titre d'exemple que le transport et la sécurité sont deux éléments qui sont maintenant étroitement liés. Le transport relève principalement des provinces ou des États, tandis que la sécurité relève des gouvernements fédéraux. Nombre de participants considèrent que cette situation porte à confusion dans le domaine de la coopération binationale et qu'elle peut mener à la mise en place de politiques inefficaces et inefficaces.

- *Composer efficacement avec des contextes fédéraux différents*

Enfin, les contextes fédéraux différents au Canada et aux États-Unis ont été recensés comme un autre obstacle à l'amélioration de la collaboration transfrontalière. François Lebrun, ex-délégué général du Québec à Boston, a souligné que les gouvernements des provinces et ceux des États n'accordent pas le même degré d'importance et de priorité aux relations transfrontalières. Il considère par exemple que le premier ministre du Québec accorde beaucoup plus d'importance à la Conférence des GNA/PMEC que certains gouverneurs (nombre d'entre eux y délèguent un représentant plutôt que d'y assister eux-mêmes); de plus, les gouverneurs n'ont pas autant d'importance aux États-Unis que les premiers ministres provinciaux au Canada.

Considérations liées aux politiques publiques

Rôles possibles pour le gouvernement du Canada

Certains ministères du gouvernement du Canada sont déjà concernés au quotidien par des questions liées aux régions transfrontalières, notamment l'Agence des services frontaliers du Canada, Transports Canada (ses bureaux régionaux), le ministère de la Défense nationale et Parcs Canada.

[traduction] « Les régions transfrontalières, leur importance et les échanges qui s'y déroulent sont la clé de nos relations bilatérales. »
Leonard Hill, consul général des États-Unis à Halifax

De nombreux participants aux tables rondes sont d'avis que diverses autres activités du gouvernement du Canada jouent également un rôle déterminant pour favoriser la collaboration transfrontalière.

- *Promouvoir la compétitivité et la prospérité des régions transfrontalières*

Comme il a été mentionné dans le *Rapport provisoire* du PRP, les producteurs nord-américains seront de plus en plus appelés à faire face à une concurrence intense dans un nombre croissant de secteurs économiques importants (l'automobile, les produits de base, l'aviation, les produits pharmaceutiques, l'acier, etc.).

[traduction] « Les régions transfrontalières sont les nouveaux noyaux économiques. »

Hon. Jerahmiel S. Grafstein, sénateur

Étant donné que différentes régions de l'Amérique du Nord, transfrontalières et autres, se spécialisent de plus en plus dans une activité ou un secteur économique particulier, le gouvernement du Canada doit examiner la possibilité de mettre en place de nouveaux cadres stratégiques économiques et de nouvelles institutions de gouvernance pour rendre compte de cette nouvelle réalité. Les participants aux tables rondes appuyaient tous fortement l'idée que le Canada et les États-Unis coopèrent pour élaborer des « plateformes de production mondiale » transfrontalières.

[traduction] « Les régions transfrontalières peuvent jouer un rôle indispensable pour assurer le succès du Canada et des États-Unis en réduisant les pressions concurrentielles en provenance des pays émergents. »

Drew Fagan, directeur général, Affaires étrangères Canada

- *Tirer parti du rôle « diplomatique transformationnel » joué par les intervenants transfrontaliers*

L'un des constats sans doute les plus intéressants des tables rondes a trait au rôle que les intervenants régionaux transfrontaliers peuvent jouer dans les relations Canada-États-Unis. La diplomatie transformationnelle profite au gouvernement du Canada dans la mesure où elle favorise l'établissement de relations harmonieuses entre les provinces et les États le long de la frontière.

[traduction] « Les leaders régionaux ont joué un rôle de premier plan dans la campagne (du gouvernement du Canada sur le bois-d'oeuvre) aux États-Unis. »
Jeffrey Parker, consul général du Canada à Seattle

Si les intervenants régionaux transfrontaliers réussissent à faire progresser certains dossiers régionaux, le gouvernement du Canada peut alors mieux se concentrer sur les dossiers ayant une portée nationale. De plus, les régions transfrontalières et leurs organisations peuvent contribuer substantiellement à la bonne santé des relations canado-américaines en apportant des solutions stratégiques à des problèmes concrets, en aidant à résoudre les différends binationaux et en faisant connaître les préoccupations régionales transfrontalières à Washington et à Ottawa.

Le gouvernement du Canada peut appuyer le développement de la diplomatie transformationnelle en encourageant les acteurs et les groupes d'intérêts transfrontaliers à former des réseaux et à se réunir dans un esprit de partenariat.

- *Prendre en compte les réalités régionales transfrontalières dans le développement de politiques nationales*

Les commentaires des organisations et des réseaux régionaux transfrontaliers aideront également le gouvernement du Canada à mieux comprendre les questions et les problèmes qui se posent, notamment ceux qu'il serait préférable de régler au niveau régional.

[traduction] « ...il peut seulement être dans l'intérêt de tout le monde que Washington et Ottawa intègrent une dimension régionale dans leur processus décisionnel national . »

John D. Dickson, chef de mission adjoint à l'ambassade des États-Unis à Ottawa

Qui plus est, le fait d'avoir le point de vue pragmatique des régions sur les questions nationales

permettra de repérer plus facilement les répercussions locales des politiques nationales et de les prendre en considération lors de l'élaboration de ces dernières.

- *Reconnaître l'importance des activités transfrontalières dans le développement régional*

De nombreux participants ont mentionné que les liens économiques transfrontaliers sont de plus en plus importants pour assurer la prospérité des provinces ou des États dans leur région transfrontalière. Les économies régionales et locales subissent de plus en plus de pressions pour se transformer afin de pouvoir relever les défis que présente une concurrence internationale qui ne cesse de s'intensifier et la prolifération des chaînes d'approvisionnement à l'échelle planétaire.

De nombreuses industries à la frontière sont de plus en plus imbriquées. Il est donc important que les provinces et les États reconnaissent l'importance de saisir les possibilités et de relever les défis communs sur une base régionale et de coordonner leur approche. Le gouvernement du Canada peut, par l'entremise de ses organismes régionaux, contribuer à repérer où, dans un contexte régional transfrontalier, des synergies et des grappes sont en train de se développer pour appuyer les nouveaux modèles de développement économique au sein desquels les provinces travaillent avec leurs voisins américains pour mettre en place des chaînes d'approvisionnement.

Mesures que pourrait prendre le gouvernement du Canada

Les participants aux tables rondes ont également recommandé quelques mesures que pourrait prendre le gouvernement du Canada pour s'acquitter des principaux rôles stratégiques nationaux mentionnés précédemment.

- *Reconnaître l'importance des relations régionales transfrontalières*

Un grand nombre de participants étaient d'avis que le gouvernement du Canada devait reconnaître publiquement le rôle important que jouent les organisations régionales transfrontalières dans divers domaines stratégiques. Il pourrait leur témoigner son appui de manière informelle de plusieurs façons, notamment dans le cadre de discours publics, de consultations ou de rencontres officielles.

- *Favoriser l'échange des pratiques exemplaires*

Les participants ont également souligné que le gouvernement du Canada pourrait rendre un fier service aux intervenants régionaux transfrontaliers en effectuant et en coordonnant d'autres recherches qui leur seraient utiles.

« ... le gouvernement du Canada pourrait jouer un rôle modeste de coordonnateur des activités sous-nationales dans le but d'acquérir une capacité d'information sur les dossiers régionaux canado-américains. »

Raymond Chrétien, ex-ambassadeur du Canada aux États-Unis et membre du conseil d'administration du Comité des gouverneurs du corridor Québec - New York

Matt Morrison,
directeur exécutif

de la PNWER, a proposé de mettre sur pied une académie publique-privée Canada-États-Unis vouée à l'étude des options stratégiques binationales.

On pourrait également mettre sur pied dans chaque région un « bureau fédéral des questions transfrontalières » qui jouerait le rôle de centre de référence pour les questions régionales liées à la frontière. Ces centres seraient des ressources utiles pour les postes fonctionnels existants qui portent en partie sur les questions transfrontalières, et pourraient servir de pivot pour l'élaboration de réponses pertinentes qui seraient fournies en temps opportun.

Un grand nombre de participants ont mentionné que le gouvernement du Canada pourrait à la fois favoriser et encourager la mobilisation des acteurs sous-nationaux dans les régions transfrontalières en organisant des réunions annuelles ou des tables rondes afin que l'information et les pratiques exemplaires puissent

être échangées. On pourrait également dans le cadre de ces rencontres discuter des questions frontalières émergentes.

- *Fournir plus de soutien aux intervenants des régions transfrontalières*

Dale Botting, président et dirigeant principal du Saskatchewan Trade and Export Partnership, a indiqué que l'« Initiative de représentation accrue » du gouvernement du Canada a été fort utile dans la région des Prairies et des Grandes Plaines, où nombre de provinces et d'États ne pouvaient, en raison de leur petite taille, avoir une présence officielle dans les administrations voisines. De même, les initiatives mises sur pied et les services offerts par les consulats canadiens ont profité aux petits acteurs régionaux et aux petites entreprises. On devrait continuer de telles initiatives et même les accroître.

Quelques participants ont proposé que le gouvernement du Canada tente de promouvoir un soutien additionnel aux engagements qui visent à trouver des remèdes aux problèmes transfrontaliers; il faudra pour cela réunir des conférenciers, des présentateurs et des journalistes. On a également proposé de procéder à des échanges de dirigeants entre le gouvernement du Canada et les organisations régionales transfrontalières, qui pourraient être profitables aux deux parties. Dans toutes les tables rondes, des participants ont mentionné que le gouvernement du Canada pourrait financer plus directement les organisations régionales transfrontalières⁷.

[traduction] « ...le travail d'équipe donne des résultats – nous devons encourager la création de nouveaux liens de collaboration transfrontaliers... »

Hon. John van Dongen, ministre d'État des relations intergouvernementales de la C.-B., vice-président de la PNWER (Canada)

- *Faire participer les intervenants régionaux transfrontaliers aux initiatives importantes*

On a mentionné que la Stratégie sur la porte d'entrée du Pacifique est une initiative qui profiterait de la participation des organisations régionales transfrontalières. Cette initiative a des avantages qui se font sentir bien au-delà de la Colombie-Britannique et elle peut même en avoir pour d'autres provinces et leurs États transfrontaliers. Étant donné la nature transectorielle des organisations régionales transfrontalières, et leur intérêt dans l'infrastructure de transport, ces organisations pourraient jouer un rôle crucial au sein du Conseil canadien de la porte d'entrée du Pacifique.

Selon certains participants, les organisations régionales transfrontalières devraient pouvoir participer pleinement aux initiatives existantes comme le Partenariat pour la sécurité et la prospérité (PSP). Ce dernier ouvre la voie à la participation

[traduction] « ... un processus ascendant s'impose dans le PSP. »

John D. Dickson, chef de mission adjoint l'ambassade des États-Unis à Ottawa

des intervenants sous-nationaux à l'élaboration de la réglementation et des normes et permet d'accroître la collaboration pour lutter contre des problèmes sanitaires comme la grippe aviaire et la pandémie de grippe. Les gouvernements ont également annoncé dernièrement, dans le cadre du PSP, la création du Conseil nord-américain de la compétitivité qui sera chargé d'examiner les questions binationales qui permettront d'améliorer la compétitivité.

Les organisations régionales transfrontalières ont un rôle clé à jouer dans ces trois domaines, et elles doivent en particulier veiller à ce que l'on s'occupe des grandes questions de compétitivité liées aux régions frontalières.

Selon de nombreux participants, le PSP pourrait fournir l'impulsion politique nécessaire pour permettre à de nouveaux projets de collaboration de voir le jour. Les organisations régionales transfrontalières pourraient également parrainer des forums qui rassembleraient des leaders des secteurs public et privé, ce qui contribuerait ainsi à accroître la participation du secteur privé. L'un des principaux objectifs du Conseil nord-américain de la compétitivité est de promouvoir la participation du secteur privé à la promotion de la compétitivité de l'Amérique du Nord.

Il est intéressant de souligner que, selon Robert Noble, consul général adjoint du Canada, les liens entre le secteur privé et le gouvernement fédéral ne sont pas aussi bien établis au Canada qu'aux États-Unis; à son avis, le gouvernement du Canada devrait établir des liens solides et de haut niveau avec le secteur privé.

[traduction] « Le secteur privé établit des relations qui ne pourraient être réalisées au niveau politique. »

Brian Lee Crowley, président, Atlantic Institute for Market Studies

○ *Désigner des champions fédéraux*

Nombre de participants ont souligné l'importance d'avoir des champions fédéraux quand vient le temps d'intégrer les activités clés des régions transfrontalières au processus d'élaboration des politiques du gouvernement du Canada. Ils ont proposé à cette fin quatre façons d'élargir le mandat des quatre groupes clés de champions fédéraux :

- Agences de développement régional⁸ – pour soutenir davantage les activités de coopération qui visent à stimuler le développement et la prospérité économiques dans les régions transfrontalières;
- Affaires étrangères Canada et Commerce international Canada – pour tirer parti des avantages concrets que les relations et les liens régionaux transfrontaliers peuvent apporter aux relations canado-américaines;
- Industrie Canada – pour veiller à ce que les industries régionales transfrontalières canado-américaines soient concurrentielles sur les marchés mondiaux;

- Conseils fédéraux régionaux – pour ajouter un point de vue régional transfrontalier pragmatique aux questions nationales. Ils pourraient inclure dans leur portefeuille l'interaction avec les régions transfrontalières comme une forme de « gouvernement virtuel » régional qui transcende les frontières nationales. On accroîtrait ainsi l'horizontalité et la sensibilisation aux questions de politique régionales qui ont une incidence sur les autres ministères du gouvernement du Canada.

Les défis qui nous attendent

Les participants aux tables rondes ont également cerné un certain nombre de défis sous-jacents qui empêchent le gouvernement du Canada de bien apprécier la valeur des régions transfrontalières. Ils ont souligné notamment :

- que les régions transfrontalières ont leur propre identité et leurs propres particularités, ce qui vient compliquer la donne lorsque le gouvernement tente de tenir compte des spécificités régionales transfrontalières dans sa prise de décisions;

[traduction] « Aucun d'entre nous n'est un modèle, nous sommes tous des exemples. »

Garry Douglas, chambre de commerce de Plattsburgh-North Country

- que les régions transfrontalières demeurent des entités vagues – on pourrait rassembler les provinces et les États de différentes façons selon les intérêts et les dimensions que l'on prend en considération.
- que les régions transfrontalières sont un « phénomène ascendant » qui se sont développées en grande partie sans la participation du gouvernement du Canada. Elles sont le fruit dans une large mesure de réseaux informels qui n'ont pas de structure institutionnelle permanente et sont donc difficiles à cerner;
- que les régions transfrontalières sont un phénomène nouveau auquel en Amérique du Nord, contrairement à l'Europe. Tout comme l'ALE et l'ALENA ont été des codifications de la réalité économique à la fin du siècle dernier, les régions et les relations transfrontalières font partie à l'heure actuelle d'une nouvelle réalité socio-économique à laquelle les gouvernements du Canada et des États-Unis devront s'adapter.

[traduction] « ...Les régions transfrontalières servent d'outil d'intégration en Europe depuis plus de 50 ans... »

Emmanuel Brunet-Jailly, Université de Victoria

Prochaines étapes

Le PRP entend poursuivre ses travaux d'analyse, dont certains s'inscrivent dans la foulée des recommandations des participants aux tables rondes (voir annexe I), notamment ses travaux sur les indicateurs économiques et ses analyses sur les corridors de commerce. Il examinera en outre l'expérience européenne et américano-mexicaine des régions transfrontalières.

Le PRP entend également examiner plus en détail les résultats de l'*Enquête auprès des leaders sur les régions transfrontalières entre le Canada et les États-Unis* et des entrevues exécutives avec des leaders dans le cadre de trois documents thématiques qui porteront sur l'infrastructure, la coopération environnementale et l'utilisation stratégique des régions transfrontalières dans les relations canado-américaines.

Le PRP préparera en outre d'ici l'automne 2006, un rapport final qui s'inspirera des conclusions des derniers travaux d'analyse et des travaux en cours et qui rendra compte des commentaires formulés par les participants aux tables rondes qui se sont tenues au quatre coins du pays. Le rapport comprendra de plus un cadre stratégique pratique qui permettra d'orienter le rôle du gouvernement du Canada.

[traduction] « ...Les régions transfrontalières sont manifestement devenues l'unité d'analyse clé permettant de mieux saisir les liens grandissants entre le Canada et les États-Unis – elles permettent une meilleure compréhension du caractère dynamique de ces liens et d'identifier les possibilités et les défis associés à une intégration accrue. »

André Downs, directeur principal de projet, Projet de recherche sur les politiques

Notes

1 Les rapports, documents de travail et présentations concernant les tables rondes sont affichés sur le site web du PRP à l'adresse suivante : <www.recherchepolitique.gc.ca>.

2 Ces partenariats transfrontaliers ont remporté divers succès. La chambre de commerce de Plattsburgh-North Country, en partenariat avec la FCCQ, a réussi à convaincre le gouvernement fédéral des États-Unis d'investir 100 millions de dollars US dans la modernisation du centre d'excellence de Champlain. Le Québec et l'État de New York ont formé une alliance avec une tierce partie en France dans le domaine de la nanotechnologie. Montréal International et la FCCQ ont été les architectes de ce partenariat, qui réunit NanoQuebec, Albany Nanotech et CEA-Léti (Grenoble, en France). Le Québec et l'État de New York ont signé un accord visant à développer et à promouvoir le corridor lac Champlain/rivière Richelieu.

3 Matt Morrison, directeur exécutif de la PNWER, 2006.

4 Allan Gotlieb, « 'Il be with you in a minute, Mr. Ambassador: The Education of a Canadian Diplomat in Washington », 1991.

5 Selon les prévisions du Conference Board, l'industrie touristique verra à elle seule ses profits diminuer de 200 millions de dollars entre 2006 et 2008. Les secteurs les plus touchés seront principalement le secteur manufacturier, l'automobile, les ressources naturelles, l'enseignement postsecondaire, la recherche et l'innovation.

6 Cette initiative vise à renforcer la position commerciale du Canada sur la scène internationale en améliorant sa capacité de transport bidirectionnel sur la côte ouest.

7 À titre d'exemple, la PNWER a reçu les fonds suivants en 2005 : provinces et États, 238 000 \$; gouvernement fédéral américain, 265 000 \$; secteur privé, 400 000 \$ et gouvernement du Canada, 10 000 \$.

8 Soit l'APECA, DECQ et DEO.

Annexe I – Recherches additionnelles suggérées

L'importance des corridors de commerce et de l'infrastructure

- Plusieurs participants aux tables rondes ainsi que les leaders qui ont répondu à l'enquête et ceux qui ont été interviewés estiment que l'infrastructure en matière de transport constitue un volet important des relations canado-américaines qui devraient être intégrées à la définition des régions transfrontalières par le PRP. Certains prétendent que ce volet pourrait être une condition de réussite des régions transfrontalières.

Le rôle des chaînes d'approvisionnement

- Les grappes industrielles transfrontalières constituent un volet important des chaînes d'approvisionnement en Amérique du Nord; d'autres recherches s'imposent donc pour analyser comment le Canada et les États-Unis pourraient mieux collaborer pour préparer ensemble des activités économiques à valeur élevée et des « plateformes de production mondiale » transfrontalières. Robert Noble signale par exemple que de nombreuses entreprises ont des centres de recherche et développement à Montréal et leur siège social à Cambridge (Massachusetts) pour être proches des sociétés de capital-risque basées à Boston. On peut également citer l'exemple de l'industrie aérospatiale au Québec qui commence à ressembler au secteur de l'automobile en Ontario du fait que les composants de produits franchissent plusieurs fois la frontière avant que le produit final ne parvienne au client. Stephen Blank, de l'Université Pace, estime que des études de cas portant sur de grandes entreprises faciliteraient l'examen du fonctionnement du processus entre les partenaires travaillant dans les régions transfrontalières.

Qu'advient-il de l'effet frontière?

- D'après la littérature, l'« effet frontière » mesure la résistance au commerce créée par la présence de la frontière. Bien qu'atténué par des mesures de libéralisation des échanges commerciaux comme l'ALE et l'ALENA, l'effet frontalier demeure considérable. On a proposé de mesurer cet effet parmi les régions transfrontalières afin de vérifier l'hypothèse voulant qu'il soit moins marqué dans ces régions. L'existence d'un effet frontalier peut généralement s'interpréter de deux façons. De prime abord, un effet frontalier persistant laisse entrevoir que le Canada peut générer davantage de gains commerciaux et économiques en abaissant les obstacles qui entravent encore le commerce bilatéral canado-américain. Parallèlement, on peut considérer l'effet frontalier comme un bouclier qui confère au Canada certains pouvoirs discrétionnaires en matière de politique.

Les régions transfrontalières en Europe et le long de la frontière États-Unis-Mexique

- Il a été suggéré que l'examen des régions transfrontalières qui existent en Europe pourrait permettre de faire mieux comprendre ce phénomène régional dans le contexte canadien et américain. L'expérience européenne pourrait offrir une comparaison utile quant aux divers moteurs qui facilitent la création de régions transfrontalières et aux rôles que les gouvernements jouent dans leur expansion.

Les activités du gouvernement du Canada dans les régions transfrontalières

- On considère qu'il est indispensable de dresser un inventaire des activités du gouvernement du Canada dans les régions transfrontalières avant de déterminer quelles sont les autres activités qu'il pourrait entreprendre. M. Albert Juneau, consultant auprès de la Fédération des chambres de commerce du Québec, souligne par exemple que le gouvernement du Canada joue un rôle ayant une « importance stratégique » dans les relations transfrontalières du

Québec, mais un rôle qui serait peut-être d'après lui « périphérique par rapport à ses activités essentielles ».

Enrichissement des données sur les relations transfrontalières

- Comme c'est souvent le cas dans le domaine de la recherche, la disponibilité des données revêt une importance primordiale. L'analyse des flux du commerce et des réseaux commerciaux ne peut être effectuée que dans la mesure où les données le permettent. Quelques experts ont souligné qu'il existe un besoin croissant de mener des recherches sur le flux du commerce transfrontalier à un niveau plus local (p. ex., on ne dispose que de quelques études de cas sur les chaînes d'approvisionnement des entreprises et quelques travaux d'analyse microéconomique). D'autres participants font allusion aux problèmes statistiques rencontrés pour découvrir la destination finale des marchandises, les exportations étant souvent transformées avant de parvenir au client.

Annexe II – Programme des tables rondes régionales

*Le programme de la table ronde tenue à Ottawa était différent. Pour en savoir plus, consultez le site suivant : <http://policyresearch.gc.ca/page.asp?pagenm=rp_nal_ev&langcd=F>.

Objectifs

- Présenter les résultats de l'étude du Projet de recherche sur les politiques (PRP), et corroborer l'émergence des régions transfrontalières.
- Obtenir le point de vue des participants sur l'émergence des régions transfrontalières et leurs incidences sur les politiques du gouvernement du Canada.

Première séance : constats de la recherche du PRP

Cette séance vise à présenter deux des composantes clés de l'étude du PRP sur les relations régionales transfrontalières : 1) le rapport de recherche provisoire, et 2) l'enquête et les entrevues réalisées auprès des leaders des quatre régions transfrontalières identifiées dans le cadre de cette étude : l'Ouest, les Prairies-Grandes Plaines, les Grands Lacs et le Centre et l'Est.

- Conclusions du rapport provisoire du PRP intitulé *L'émergence des régions transfrontalières*
- Présentation des résultats de l'*Enquête auprès des leaders sur les régions transfrontalières entre le Canada et les États-Unis* et des entrevues exécutives auprès des leaders
- Commentaires des experts
- Discussion

Deuxième séance : initiatives régionales et enseignements

Cette séance vise à faire ressortir les divers projets, ententes et initiatives mises sur pied au sein des régions transfrontalières et de discuter de leurs enseignements dans le but de mieux comprendre le fonctionnement des régions transfrontalières.

- Deux présentations régionales
- Commentaires des experts
- Discussion

Conférencier principal du déjeuner

Troisième séance : implications et rôles pour le gouvernement du Canada

Cette séance vise à discuter des implications des régions transfrontalières pour le gouvernement du Canada et des nouvelles considérations de politiques publiques qu'elles pourraient engendrer pour ce dernier.

Trois questions sont débattues :

- 1) Quelles sont les perspectives d'avenir des liens transfrontaliers dans vos régions transfrontalières?
- 2) Quels sont les défis qui doivent être relevés afin de favoriser une émergence accrue de ces liens?
- 3) Quels instruments de politique doivent être favorisés par le gouvernement du Canada?
 - Panel
 - Discussion
 - Mot de la fin

Annexe III – Participants

Montréal (Québec) – 23 novembre 2005

Conférenciers, panélistes, et commentateurs

Johanne Béchar

Vice-présidente intérimaire
Agence de développement économique du Canada
pour les régions du Québec

Françoise Bertrand

Première dirigeante
Fédération des chambres de commerce du
Québec

Stephen Blank

Directeur, Center for International Business
Development, Lubin School of Business
Université Pace

Christian Boucher

Conseiller principal
Projet de recherche sur les politiques

Charles Bourgeois

Vice-président, Technologie de l'information,
Montréal International

Renaud Caron

Vice-président, Groupe CGI Group, ex-haut
fonctionnaire au gouvernement du Québec et au
gouvernement du Canada

Raymond Chrétien

Ex-ambassadeur du Canada aux États-Unis,
membre du Comité des gouverneurs du corridor
Québec/New York et conseiller stratégique au
cabinet d'avocats Fasken Martineau DuMoulin
LLP

Garry Douglas

Directeur général, chambre de commerce de
Plattsburgh – North Country

André Downs

Directeur principal de projet
Projet de recherche sur les politiques

Gilbert Gagné

Directeur, Groupe de recherche sur l'intégration
continentale, Université du Québec à Montréal;
professeur, Département des études politiques,
Bishop's University

Albert Juneau

Consultant pour le corridor Québec/New York
Fédération des chambres de commerce du
Québec

François Lebrun

Ex-délégué général du Québec à Boston,
Consultant, Groupe Hébert

Robert Noble

Consul général adjoint du Canada, New York

Marc-Urbain Proulx

Directeur, Département du développement
régional
Université du Québec à Chicoutimi

Jean-Pierre Voyer

Directeur exécutif
Projet de recherche sur les politiques

Participants

Susanne Benoit

Présidente-directrice générale
Longueuil Développement Économique

Marie-Andrée Katia Bertrand

Directrice générale
Agence de développement économique du Canada
pour les régions du Québec

Larissa Blavatska

Consule et agente principale
Consulat général du Canada, New York

Jean Caron

Conseiller économique
Agence de développement économique du Canada
pour les régions du Québec

Alana Cattapan

Forum des politiques publiques

Blaise Champagne

Directeur général
Conseil national de recherches du Canada

Francine Émond

Directrice, Unité de gestion de l'Ouest du Québec
Parcs Canada

Marc Gagnon

Directeur général
Société de développement économique du
St-Laurent

Marie-Chantal Girard
Directrice
Agence de développement économique du Canada
pour les régions du Québec

Marie-Thérèse Guérin
Gestionnaire, Recherche et développement
Tourisme Montréal

Jeff Heynen
Analyste
Bureau du Conseil privé

Claire Jacques
Agence des services frontaliers du Canada
Montréal

Dominic Jean
Conseiller
Agence de développement économique du Canada
pour les régions du Québec

Sylvie Lacroix
Directrice générale
Conseil économique du Haut-Richelieu

Isabelle Lamy
Analyste de politiques
Fédération des chambres de commerce du
Québec

Jean-Michel Laurin
Vice-président
Manufacturiers et exportateurs du Québec

Michel Lavoie
Commissariat aux relations internationales
Ville de Québec

Sophie Leduc
Empire State Development

Jules Léger
Analyste principal
Agence de développement économique du Canada
pour les régions du Québec

Alain Lumbroso
Économiste
Transports Canada

Susan Matton
Vice-présidente
Chambre de commerce de Plattsburgh – North
Country

Michel Merleau
Directeur général
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu

Claude Métras
Président
Forum sur la criminalité transfrontalière

Denyse Nepveu
Directrice
Chemin de fer Canadien Pacifique

Yves Poisson
Directeur, Projets spéciaux
Forum des politiques publiques

Gilles Provost
Conseiller économique principal
Agence de développement économique du Canada
pour les régions du Québec

Gary Sawchuk
Agent principal de recherche en politiques
Projet de recherche sur les politiques

Gerald Shaye
Directeur
Département du développement économique
État de New York

Bryan Smith
Agent de recherche en politiques
Projet de recherche sur les politiques

Susan Snow-Cotter
Directrice
Gestion des zones côtières
Bureau du Massachusetts

Walter Steeves
Premier dirigeant
Coalition des transports à la frontière de l'Est

Debora Van Nijnatten
Professeure agrégée, Département de science
politique
Université Wilfrid-Laurier

Winnipeg (Manitoba) – 14 février 2006

Conférenciers, panélistes, et commentateurs

Dale Botting

Président et dirigeant principal
Saskatchewan Trade and Export Partnership

Christian Boucher

Conseiller principal
Projet de recherche sur les politiques

Tom Carter

Chaire de recherche du Canada en évolution et adaptation urbaine
Université de Winnipeg

Greg Dandewich

Membre du conseil d'administration de la Canadian/American Border
Directeur du développement économique,
Destination Winnipeg

Bob Dolyniuk

Directeur général
Manitoba Trucking Association

André Downs

Directeur principal de projet
Projet de recherche sur les politiques

Ilene Grossman

Directrice adjointe
Council of State Governments, Midwest
Legislative Conference

Marilyn Kapitany

Sous-ministre adjointe (Manitoba)
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

Allan N. Robison

Président et chef de la direction
Reimer Express Lines Ltd

Annitta Stenning

Directrice générale
Ville de Winnipeg

Todd Schwartz

Consul des États-Unis
Consulat des États-Unis à Winnipeg

David Sprynczynatyk

Directeur
Ministère des Transports du Dakota du Nord

Debora Van Nijnatten

Professeure agrégée, Département de science politique
Université Wilfrid-Laurier

Jean-Pierre Voyer

Directeur exécutif
Projet de recherche sur les politiques

Daniel Watson

Sous-ministre adjoint (Saskatchewan)
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

Participants

John Alho

Vice-président associé (externe) et directeur des relations gouvernementales
Université du Manitoba

David Angus

Président
Chambre de commerce de Winnipeg

Barry Brickman

Président
North West International Ltd.

James Carr

Président et dirigeant principal
Business Council of Manitoba

Suzanne Cormie

Déléguée commerciale principale
Commerce international Canada

Brent DePape

Analyste principal des politiques
Politiques, planification et relations extérieures (Manitoba)
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

Luci Grechen

Directrice, Relations internationales et Canada – É.-U.
Commerce et relations intergouvernementales, Manitoba

Tim Hibbard

Directeur, Politiques, planification et relations extérieures (Manitoba)
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

Clare Kirkland

Directeur du développement stratégique
Regina Regional Economic Development
Authority

Paul Larson

Directeur, Transport Institute
Asper School of Business
Université du Manitoba

Ted Mitchell

Directeur général
Saskatoon Regional Economic Development
Authority

Osman Rahman

Économiste du commerce, Direction de la
politique commerciale
Commerce et relations internationales
Gouvernement de la Saskatchewan

Bill Ratcliffe

Gestionnaire principal, Direction commerciale et
États-Unis
Commerce et investissement Manitoba
Gouvernement du Manitoba

Barry Rempel

Président et dirigeant principal
Administration aéroportuaire de Winnipeg

Rick Savone

Consul général adjoint et premier délégué
commercial
Consulat général du Canada à Minneapolis

Gary Sawchuk

Agent principal de recherche en politiques
Projet de recherche sur les politiques

Peggy Schmeiser

Gestionnaire, Politiques, planification et relations
extérieures (Saskatchewan)
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

Marvin Schneider

Directeur exécutif, Relations avec les É.-U.
Relations internationales et
intergouvernementales
Gouvernement de l'Alberta

Michael Shumsky

Directeur régional, Coordination et conseils en
politique
Transports Canada

John Spacek

Sous-ministre adjoint, Divisions des politiques et
de la réglementation
Services gouvernementaux et transports
Gouvernement du Manitoba

Robert Stalker

Gestionnaire, Politiques, planification et relations
extérieures (Manitoba)
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

Graham Starmer

Président
Chambres de commerce du Manitoba

Mike Styre

Directeur général régional
Agence des services frontaliers du Canada

Vancouver, Colombie-Britannique – 16 février 2006

Conférenciers, panélistes, et commentateurs

Bruce Agnew

Directeur
Cascadia Centre for Regional Development

Don Alper

Directeur
Études du Canada et des États-Unis, Université
Western Washington

K. David Andersson

Président
Pacific Corridor Enterprise Council

Christian Boucher

Conseiller principal
Projet de recherche sur les politiques

Emmanuel Brunet-Jailly

Professeur adjoint, École d'administration
publique
Université de Victoria

Don Dalik

Membre (secteur privé) du conseil
d'administration de la PNWER
Associé au sein du cabinet d'avocats Fasken
Martineau DuMoulin, s.r.l.

John S. Dickson

Sous-chef de mission
Ambassade des États-Unis, Ottawa

André Downs

Directeur principal de projet
Projet de recherche sur les politiques

Hon. Jim Kenyon

Ministre du Développement économique du
Yukon
Vice-président de la PNWER (Canada)

Ardath Paxton Mann

Sous-ministre adjointe (Colombie-Britannique)
Diversification de l'économie de l'Ouest

Matt Morrison

Directeur exécutif
Pacific NorthWest Economic Region (PNWER)

Jeffrey Parker

Consul général canadien à Seattle

Hon. John van Dongen

Ministre d'État des relations
intergouvernementales de la Colombie-
Britannique
Vice-président de la PNWER (Canada)

Jean-Pierre Voyer

Directeur exécutif
Projet de recherche sur les politiques

Vinita Watson

Conseillère principale
École de la fonction publique du Canada

Participants

Heather Ardiel

Directrice intérimaire, district de Pacific Highway
Agence des services frontaliers du Canada

Wayne Beggs

Analyste principal des politiques, Politique
stratégique, planification et analyses économiques
(Colombie-Britannique)
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

Frank Blasetti

Sous-ministre adjoint
Ministère des Transports
Gouvernement de la Colombie-Britannique

Barry Brickman

Président
North West International Ltd.

Hazel Cail

Gestionnaire, Relations intergouvernementales,
Direction commerciale internationale
Développement économique de l'Alberta
Gouvernement de l'Alberta

Susan E. Clarke

Professeure, directrice – Faculté
Département de science politique
Université du Colorado à Boulder

Wayne Clifford

Sous-ministre adjoint
Relations internationales
Relations internationales et
intergouvernementales
Gouvernement de l'Alberta

Hugh Conroy

Gestionnaire de projet
Whatcom Council of Governments

Allen Domaas

Président et dirigeant principal
Autorité portuaire du fleuve Fraser

Ron Farris

Délégué commercial
Commerce international Canada

Noemi Gal-Or

Directrice, Institute for Transborder Studies
Professeure, Département de science politique
Collège universitaire Kwantlen

David Grace

Conseiller principal en politiques, Division des
politiques stratégiques
Ministère de l'Environnement
Gouvernement de la Colombie-Britannique

Colin Heartwell

Directeur principal, Politique et commerce
Manufacturiers et Exportateurs du Canada

Jane Humberstone

Coordonnatrice, Relations
intergouvernementales, Direction commerciale
Développement économique de l'Alberta
Gouvernement de l'Alberta

Lewis Lukens

Consul général
Consulat des États-Unis à Vancouver

Rolf Mirus

Vice-recteur intérimaire et vice-président associé
(international)
Western Centre for Economic Research
Université de l'Alberta

Beverly Olds

Gestionnaire, Politiques, planification et relations
extérieures (Colombie-Britannique)
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

Sukumar Periwal

Directeur, Relations internationales
Secrétariat des relations intergouvernementales
Gouvernement de la Colombie-Britannique

Brian Reimer

Agent commercial principal,
Politique stratégique, planification, analyse
environnementale (Colombie-Britannique)
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

Michael Treleaven

Directeur exécutif, Pacific Northwest Canadian
Studies Consortium
Université Gonzaga

Debora Van Nijnatten

Professeure agrégée
Département de science politique
Université Wilfrid-Laurier

Yuen Pau Woo

Président et dirigeant principal
Fondation Asie Pacifique du Canada

David Woynorowski

Directeur, Politiques, planification et relations
extérieures (Alberta)
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

Waterloo (Ontario) – 28 février 2006

Conférenciers, panélistes, et commentateurs

Neal Belitsky

Vice-président et gestionnaire principal
Detroit and Canada Tunnel Corporation

Christian Boucher

Conseiller principal
Projet de recherche sur les politiques

Tom Courchene

Titulaire de la chaire Jarislowsky-Deutsch de
politique économique et financière
Université Queen's

Dennis DesRosiers

Président
DesRosiers Automotive Consultants Inc

André Downs

Directeur principal de projet
Projet de recherche sur les politiques

John English

Directeur exécutif
Centre for International Governance Innovation

Paul Heinbecker

Membre distingué, CIGI, et ex-ambassadeur et
représentant permanent du Canada auprès des
Nations Unies

Jessica LeCroy

Consule générale des États-Unis à Toronto

James Milway

Directeur exécutif
Institute for Competitiveness and Prosperity

David Naftzger

Directeur exécutif
Council of Great Lakes Governors

Bob Seguin

Sous-ministre adjoint
Ministère du développement économique et du
commerce
Gouvernement de l'Ontario

Daniel Schwanen

Chef de la direction et directeur de la recherche
Centre for International Governance Innovation

John D. Tennant

Directeur général
Canada's Technology Triangle Inc. et ex-consul
général du Canada à Detroit

Debora Van Nijnatten

Professeure agrégée, Département de science
politique
Université Wilfrid-Laurier

Jean-Pierre Voyer

Directeur exécutif
Projet de recherche sur les politiques

Participants

Emmanuel Brunet-Jailly

Professeur adjoint
École d'administration publique
Université de Victoria

Kathryn Bryk Friedman

Directeur adjoint
Institute for Local Governance and Regional
Growth, Université de Buffalo

Terry Cowl

Conseiller économique, Direction générale de
l'Amérique du Nord
Affaires étrangères Canada

Raymond R. Datt

Président
Association des industries de l'automobile du
Canada

Karen E. Vigmostad

Directrice
Commission mixte internationale

John Whalley

Membre distingué, Centre for International
Governance Innovation; et chaire William G.
Davis en commerce international, Université de
Waterloo

Sackville (Nouveau-Brunswick) – 3 mars 2006

Conférenciers, panélistes, et commentateurs

J. Nick Bayne

Président et chef de la direction
Maine and Maritimes Corp.

Christian Boucher

Conseiller principal
Projet de recherche sur les politiques

Douglas Brown

Professeur adjoint, Département de science
politique
Université St. Francis Xavier

Hon. Bill Casey

Député (Cumberland-Colchester-Musquodoboit),
Nouvelle-Écosse

David Chaundy

Économiste principal
Conseil économique des provinces de l'Atlantique

Sean Cooper

Directeur exécutif régional
La Chambre de commerce des provinces de
l'Atlantique

Jonathan Daniels

Président et PDG, Eastern Maine Development
Corporation

Brian Dick

Vice-président, Politiques et programmes
Agence de promotion économique du Canada
atlantique

André Downs

Directeur principal de projet
Projet de recherche sur les politiques

Leonard Hill

Consul général des États-Unis à Halifax

Stephen J. Hornsby

Directeur
Canadian-American Center

Michael C. Ircha

Professeur de génie civil
Université du Nouveau-Brunswick

Robin F. Neill

Professeur auxiliaire d'économie
Université de l'Île-du-Prince-Édouard

Debora VanNijnatten

Professeure agrégée, Département de science
politique
Université Wilfrid-Laurier

Timothy C. Woodcock

Avocat
Eaton Peabody

Participants

Neal W. Allen

Directeur exécutif
Greater Portland Council of Governments

Daniel Boljkovac

Analyste régional intérimaire du transport
Transports Canada

Linda Boudreau

Administratrice, Recherche stratégique visant la
région de l'Atlantique
Agence de promotion économique du Canada
atlantique

Annie Boudreau-Tibbo

Analyste des politiques
Agence de promotion économique du Canada
atlantique

Daniel Bourgeois

Directeur exécutif
Institut canadien de recherche en politiques et
administration publiques

Kevin Bulmer

Agent principal des investissements
Agence de promotion économique du Canada
atlantique

Chris Bryant

Directeur exécutif
Bureau de développement économique de la
Nouvelle-Écosse
Gouvernement de la Nouvelle-Écosse

Richard Cormier

Analyste principal des politiques
Agence de promotion économique du Canada
atlantique

Dale Croy

Spécialiste des questions économiques/politiques
Consulat général des États-Unis à Halifax

Susanne Derrah

Analyste des politiques
Développement stratégique et relations
intergouvernementales

Peter Doig

Directeur des relations intergouvernementales
Emera Inc.

Raymond Dufour

Coordonnateur
Institut de la logistique et du transport de
l'Atlantique

Philippe Dupuis

Président, Équipe Canada Atlantique
Agence de promotion économique du Canada
atlantique

James Frost

Directeur exécutif
Halifax Gateway Council

Gerry Gallant

Directeur exécutif
Association des aéroports du Canada Atlantique

Stephen Kymlicka

Chercheur
Atlantic Institute for Market Studies

Nicole P. LeBlanc

Gestionnaire – Mesure de recherche stratégique
visant la région de l'Atlantique
Agence de promotion économique du Canada
atlantique

Alistair MacDonald

Premier vice-président
CGI Atlantic

Lynn MacKay

Conseillère principale en politiques
Relations internationales et
intergouvernementales
Gouvernement du Nouveau-Brunswick

Anne McInerney

Agente principale des communications
Agence de promotion économique du Canada
atlantique

Fred Morley

Premier vice-président et économiste en chef
Greater Halifax Partnership

Paul O'Driscoll

Président
Chambre de Commerce du Grand Moncton

Douglas J. Robertson

Directeur, Politique de l'innovation et projets de
recherche
Agence de promotion économique du Canada
atlantique

David Slade

Directeur général, Politique
Agence de promotion économique du Canada
atlantique

Bryan Smith

Agent de recherche en politiques
Projet de recherche sur les politiques

Capitaine Alwyn G. Soppitt

Président et dirigeant principal
Autorité portuaire de Saint John

Walter W. Steeves

Président
Coalition des transports à la frontière de l'Est

Maxine Westhead

Meneuse de projet PAO, baie de Fundy/golfe du
Maine
Division de la gestion des océans et des côtes
Pêches et Océans Canada

Ottawa (Ontario) – 6 et 7 mars 2006

Conférenciers, panélistes, et commentateurs

Brian Lee Crowley

Président
Atlantic Institute for Market Studies

Greg Dandewich

Directeur du développement économique,
Destination Winnipeg
Membre du conseil d'administration de Northern
Great Plains Inc.

Garry Douglas

Directeur général
Chambre de commerce de Plattsburgh-North
Country
Corridor Québec/New York

André Downs

Directeur principal de projet
Projet de recherche sur les politiques

Drew Fagan

Directeur général
Affaires étrangères Canada

Hon. Jerahmiel S. Grafstein

Sénateur, Canada

Matt Morrison

Directeur exécutif
Pacific NorthWest Economic Region

James Phillips

Président et dirigeant principal
Canadian/American Border Trade Alliance

Larry Swanson

Directeur
Center for the Rocky Mountain West

Bill Testa

Vice-président et directeur des programmes
régionaux
Federal Reserve Bank of Chicago

Jean-Pierre Voyer

Directeur exécutif
Projet de recherche sur les politiques

Patrick Whalen

Président, PJW Consulting
Gestionnaire du développement du commerce
international, Speed Transportation

Participants

Christian Boucher

Conseiller principal
Projet de recherche sur les politiques

Douglas Challborn

Directeur adjoint
Affaires étrangères Canada

Richard Cormier

Analyste principal des politiques
Agence de promotion économique du Canada
atlantique

Terry Cowl

Conseiller économique
Affaires étrangères Canada

Harold Deck

Analyste principal des politiques
Diversification de l'économie de l'Ouest

June M. Dewetering

Économiste
Bibliothèque du Parlement

Margaret DeHaan

Analyste principale
Infrastructure Canada

Jeff Heynen

Analyste, Bureau du Conseil privé

Serge Pelletier

Secrétaire d'association
Sénat du Canada

Yves Poisson

Directeur, Projets spéciaux
Forum des politiques publiques

Gary Sawchuk

Agent principal de recherche en politiques
Projet de recherche sur les politiques

Bryan Smith

Agent de recherche en politiques
Projet de recherche sur les politiques

John Stewart

Économiste
Ambassade des États-Unis

Debora Van Nijnatten

Professeure agrégée
Université Wilfrid-Laurier

Vinita Watson

Conseillère principale
École de la fonction publique du Canada